



Pour une reconversion écologique et sociale, pas extractiviste

La sortie des énergies fossiles que nous revendiquons, pour laquelle la France a contracté des obligations, et qui est indispensable pour limiter les effets délétères du dérèglement climatique, a des effets sur notre consommation en métaux. Or les impacts pour la santé et l'environnement des mines d'où sont extraits ces métaux sont énormes : expositions pour les travailleurs et travailleuses, surconsommation en eau dans des régions déjà touchées par les sécheresses, surconsommation d'énergie, production massive de déchets miniers... Les mines sont des zones de sacrifice.

La politique du gouvernement consiste à promouvoir un renouveau minier en France, avec des gisements dans l'Allier, en Bretagne et dans l'Est s'agissant du lithium. Le Code minier a été réformé en ce sens en 2022. La politique des gouvernements français et de l'Union européenne vise à favoriser l'extraction en Europe (en complément d'une politique impérialiste d'investissement et d'accaparement synthétisé dans la "Raw Material Initiative"), en confiant l'exploitation des mines à des groupes privés peu recommandables comme Imerys dans l'Allier. Les métaux extraits seraient utilisés en fonction des demandes du marché, c'est-à-dire aussi bien pour le numérique, l'armement, l'aéronautique, l'aérospatial, ou pour des batteries de SUV (beaucoup plus coûteux pour les ménages et pour l'environnement que des voitures de petite taille). Le choix de favoriser le renouveau minier sans sortir de la logique productiviste capitaliste revient non pas à relocaliser la production et les pollutions liées, mais à augmenter partout la production en métaux de façon exponentielle, puisqu'on estime qu'il faudrait extraire en 20 ans autant de métaux que dans toute l'histoire de l'humanité.

Sachant cela, la logique des propositions face au renouveau minier est la suivante : on veut bien prendre notre part (des impacts miniers) mais pour aller là où on veut (vers une reconversion réellement écologique et sociale). Pour cela, il est indispensable de construire le rapport de force comme à Echassières contre le projet d'Imerys, comme y participe Solidaires Allier. Bloquer ce projet, qui ne satisfait aucune des conditions exposées ci-dessous, est un préalable pour imposer un débat public sur le renouveau minier.

Plateforme revendicative

Pour les projets miniers

- Supprimer le statut de "projet d'intérêt national majeur" qui permet de contourner certaines dispositions environnementales.
- Soumettre l'exploration et l'exploitation minière à une décision démocratique.
- Soumettre la gestion des mines à une autorité publique, avec un fléchage public des usages des productions.
- Faire effectuer le contrôle des exploitations minières par des organismes indépendants avec à leur tête des représentant·es des salarié·es et des citoyen·nes.
- Définir les sites d'extraction, d'exploitation, de transport, de traitement miniers et de métallurgie comme des locaux à pollution spécifique, ce qui oblige l'employeur à limiter le temps d'exposition des travailleurs et travailleuses lorsque les limites légales de concentration ne peuvent être respectées, et à réduire le temps de travail.
- Garantir un système de prévention, de surveillance et de prise en charge des risques sanitaires et des maladies professionnelles, notamment par le rétablissement de la fiche d'exposition et de toutes les garanties qu'elle impliquait.

- Interdire la sous-traitance et le recours aux intérimaires dans les sites d'extraction, d'exploitation, de transport et de traitement des produits miniers.
- Créer un Fonds d'indemnisation européen de la gestion des déchets miniers, abondé par les entreprises minières.

Pour la politique des transports

- Imposer des évolutions législatives qui interdisent certains types de transport : aérien métropolitain, normes de taille et de poids des véhicules. Un nouveau statut du salarié-e pour les travailleurs et travailleuses des entreprises appelées à se reconvertir : droits à la formation, continuité du salaire et maintien des droits entre deux emplois et d'un emploi à l'autre.
- Interdire la publicité pour le transport aérien, les croisières, les SUV.
- Interdire le financement public (aides et subventions) à destination des entreprises n'ayant pas une politique efficace de réduction des impacts environnementaux.
- Favoriser le recyclage des batteries de véhicules électriques : fixer à la filière automobile des objectifs de collecte des batteries et d'usage de matériaux recyclés.
- Un moratoire sur les projets routiers.
- Le financement d'un programme de réduction du transport routier par le report modal des marchandises de la route vers le rail et par une amélioration des transports collectifs et des mobilités douces.
- Le développement de l'industrie ferroviaire, soutenu par les pouvoirs publics, pour répondre aux besoins croissants et pour créer des emplois.

Pour une sobriété des usages de métaux

- Imposer un usage raisonné du numérique, en particulier de l'intelligence artificielle, dans les entreprises : mise en place de la collecte et du tri des déchets numériques, généralisation de systèmes économes en énergie et à longue durée de vie, avec entretien et maintenance par du personnel formé.
- Un moratoire sur les gros data centers (revendication de la coalition Hiatus).
- Revendiquer un bilan "métaux" au même titre que le bilan carbone pour l'ensemble des secteurs de production et de services.
- Sortir certains métaux tels que l'aluminium et l'or de la liste des métaux dits stratégiques et essentiels à la transition énergétique.

En solidarité avec les travailleurs et travailleuses des pays exportateurs de métaux

- Le refus et l'abrogation des traités de libre échange (Ceta, Mercosur...) qui favorisent l'exploitation des pays les plus pauvres.
- La fin de la coopération entre les forces de l'ordre françaises et celles des pays extractivistes, qui favorise la répression des mouvements sociaux en lutte contre les impacts sociaux et environnementaux des mines.
- Imposer la tenue d'audits par des organismes indépendants sur les sites d'extraction et de production de minerais.
- Un moratoire sur la stratégie européenne dite "Raw Material Initiative" pour mettre en place une politique minérale de sobriété non-impérialiste.

Solidaires Allier fait partie du collectif contre l'extractivisme 03/63 qui regroupe des organisations syndicales, politiques, associatives et citoyennes. Plus nous serons nombreux-ses à nous opposer aux projets écocides, plus nous serons en mesure d'imposer un autre modèle de société plus respectueux du vivant et de l'environnement.

Rejoignez-nous : Solidaires Allier - 2 Rue des Lonches 03100 Montluçon
 04 70 28 55 89 - <https://www.solidaires03.org/> - contact@solidaires03.org



Union syndicale Solidaires
 31 rue de la Grange aux Belles - 75 010 Paris
 01 58 39 30 20 - solidaires.org